

AVANT-PROPOS

Ce petit livre sans prétention littéraire ou politique ne doit être considéré que comme document et avertissement.

Son but est de faire connaître, afin de les éviter à l'avenir, les fautes graves qui ont été commises dans la période qui a précédé la guerre, et de mettre en garde contre les demandes réitérées, insinuanes et fallacieuses de désarmement.

France d'abord et toujours.

A. G.

Septembre 1933

DÉSARMER
SERAIT SE LIVRER

I

La paix relative dans laquelle nous vivons depuis 1918 ne doit pas nous faire oublier la terrible leçon de la dernière guerre.

Le péril est loin d'être conjuré, et les bruits de bottes que l'on entend de l'autre côté du Rhin méritent d'attirer toute notre attention.

Hitler, la nouvelle idole allemande, ne se gêne pas pour crier bien haut qu'il espère une prochaine revanche et la destruction du traité de Versailles.

Dans son autobiographie «Mein Kampf» on lit : «Il faut que l'on comprenne en Allemagne «que la volonté de la nation allemande ne doit «pas se limiter à une simple défense passive, mais, «qu'au contraire, cette volonté doit être rassem- «blée pour le règlement actif et définitif avec «la France, afin d'être jetée dans le combat à «mort pour la réalisation des buts allemands».

Le but avoué de la politique allemande est donc

bien le rétablissement de l'Allemagne dans sa situation prépondérante de 1914 et pour y arriver elle veut naturellement, tout d'abord, la suppression de la démilitérisation rhénane et le réarmement.

Von Seeckt, dans un discours qu'il a prononcé à Munich, s'est exprimé en ces termes :

« A la Conférence du désarmement, il faudra demander tout d'abord si les puissances reconnaissent l'Allemagne comme partenaire jouissant de droits égaux, et si la réponse n'est pas ce que nous voulons, l'Allemagne aura les mains libres et il faudra réarmer ».

C'est encore Von Seeckt qui a dit :

« Pour certaines questions il ne pourra y avoir à l'avenir qu'une solution guerrière ».

A Oldenbourg un député national-socialiste s'est écrié : « Les Français sont fous s'ils désarment, car nous avons, nous, le devoir de réarmer. L'ennemi mortel de l'Allemagne est et reste la France. L'un de nous deux doit mourir, et c'est le chien de Français qui mourra parce que nous voulons vivre ».

Les Allemands, comme il est facile de le voir, veulent absolument effacer toutes les traces de leur défaite, recouvrer tous les territoires perdus,

et mieux encore, y ajouter des territoires nouveaux.

Les manifestations hostiles succèdent aux manifestations hostiles, et l'exaltation du patriotisme revanchard est poussé jusqu'à la folie. Toutes les ressources nationales sont employées, par le régime nazi, en vue d'une nouvelle guerre.

Le bruit des bottes et les cris de haine vont-ils enfin réveiller notre patriotisme ?

II

La France a vraiment trop souffert d'une lutte à laquelle elle a été contrainte par la volonté exclusive de l'Allemagne pour ne pas désirer sincèrement, ardemment, la paix. Elle n'est pas impérialiste et n'a aucun désir d'annexions. Elle n'est un danger pour personne, mais elle n'oublie pas les atrocités dont elle fut victime ainsi que la Belgique, la Serbie, la Pologne, la Roumanie, etc..., atrocités qui ont soulevé la réprobation de tout le monde civilisé, et elle ne veut pas être exposée à une nouvelle invasion.

C'est pour ne pas revoir son sol piétiné par une soldatesque forcenée, ses villes bombardées,

ses usines dévastées, ses monuments détruits, ses richesses pillées, ses campagnes ravagées, que la France doit non seulement conserver son armement actuel, mais le rendre plus redoutable.

Le passé nous commande la prudence: envahis deux fois dans un demi-siècle, nous devons tout prévoir et organiser afin de ne pas nous trouver, encore une fois, obligés d'avoir recours à des improvisations. Souvenons-nous des heures d'angoisse que nous avons éprouvées !

Le système D est dangereux et a fait son temps.

III

On parle beaucoup de désarmement et les Américains nous invitent, avec insistance, à désarmer les premiers et à employer nos crédits militaires à payer nos dettes.

Cependant, les Etats-Unis arment plus que jamais et savent pertinemment pourquoi nous ne pouvons les rembourser. Ils savent que le Président Wilson nous a fait renoncer à toute indemnité de guerre « ni vainqueurs, ni vaincus » et qu'il nous a leurrés en nous promettant ce qu'il ne pouvait tenir.

Aussi quand les Américains nous disent: « Si vous avez de l'argent pour armer, vous devez en avoir pour nous payer », nous sommes parfaitement en droit de leur répondre : « Si les Allemands ont de l'argent pour armer comme ils le font, ils doivent en avoir aussi pour payer les énormes dégâts qu'ils ont commis sur notre territoire. »

Or, comme vous leur avez consenti des apaisements au détriment de leurs débiteurs, vos anciens alliés, il est de toute justice que vous en subissiez aussi toutes les conséquences. Nous ne pourrons donc vous payer que dans la proportion où nos débiteurs, vos anciens ennemis et les nôtres, s'en acquitteront envers nous.

IV

Nous tous, Français, désirons la paix, mais tant qu'une garantie sérieuse de paix n'existera pas, nous devons rester sous les armes. Nous avons besoin de forces terrestres, navales, aériennes, correspondant à la vulnérabilité de nos frontières et propres à la défense de nos Colonies. C'est là une simple question de sécurité et non d'impérialisme.

D'éminents hommes d'Etat Anglais, de ten-

dances diverses, se rendent parfaitement compte de notre situation actuelle.

Parlant devant la Chambre des Communes, M. Mac-Donald, premier ministre d'Angleterre, s'est exprimé ainsi:

« Un pays situé comme la France est dans
« une position particulièrement critique. Nous som-
« mes une île; soyons loyaux, soyons justes. Nous
« devons être capables de faire preuve d'abnéga-
« tion et donner une bonne mesure de notre
« loyauté et de notre justice. Voilà des gens qui
« ont été envahis maintes et maintes fois, dont
« les champs ont été nivelés par les pieds de
« millions de soldats envahisseurs; pas de bras
« de mer, si petit qu'en soit le secours aujourd'hui
« avec les inventions modernes et les applications
« des recherches scientifiques, pas de bras de
« mer, mais une ligne désignée sur le sol: voilà
« leur seule frontière. Que ressentirions-nous si
« nous étions dans la même situation ».

Et M. Baldwin lui a répondu:

« Je suis heureux que le premier ministre ait
« dit ce qu'il a dit parce qu'il y a une tendance
« de bien des milieux à faire porter par la France
« la responsabilité de tous les ennuis qui surgissent
« en Europe. Je crois, si j'en ai bien jugé,

« qu'il est permis de dire qu'à l'heure actuelle
« et depuis de nombreuses années, les Français
« sont plus pacifiques et casaniers que n'importe
« quel autre peuple de l'Europe d'aujourd'hui.
« N'oublions jamais qu'à deux reprises la popu-
« lation française a été saignée à blanc. Il nous
« est difficile de comprendre ce que peut ressen-
« tir une nation sur un vaste continent qui n'a
« d'autre frontière pour la protéger qu'une rivière
« ou un champ. Elle a vu ses champs, son blé,
« ses vignobles, foulés par ses ennemis et par
« les armées de ses propres alliés. C'est un sou-
« venir qu'hommes, femmes et enfants ne peuvent
« jamais oublier. Témoignons à la France cette
« sympathie dont elle a besoin et qu'elle mérite ».

Enfin, M. Churchill, parlant à son tour, a dit :

« Etre très heureux que le premier ministre
« ait demandé à son parti d'être juste envers
« la France. Il n'est pas de l'intérêt immédiat
« de la paix européenne d'affaiblir sérieusement
« l'armée française ».

« L'armée française est actuellement le facteur
« de stabilisation de l'Europe. Tout affaiblissement
« de ce facteur de stabilisation pourrait rompre
« les digues en Europe ».

V

Dans un article du « Kurier Warszawski » intitulé « Les invincibles », le Général Sikorski, ancien Ministre de la Guerre en Pologne, expose avec une clarté de vue, qui fait honneur à sa perspicacité, les fautes commises au moment de l'armistice :

« Les vainqueurs de la grande guerre ont commis deux erreurs qui peuvent leur coûter très cher. Tout d'abord, ils ont laissé les armées allemandes battre en retraite avec leur équipement complet, si bien qu'elles sont revenues dans leur pays dans la tenue des vainqueurs, ce qui permet aux Allemands vaincus sur les champs de bataille de 1918, de continuer actuellement la guerre.

« Cette lutte a encore été facilitée à l'Allemagne : à Versailles, le paiement des réparations aurait dû être fixé pour un délai très court et des garanties devaient être prises par les vainqueurs comme en 1871. Ces deux erreurs capitales ont empoisonné l'atmosphère de l'après-guerre ; ce sont elles qui sont causes du trouble actuel et non la question de la Poméranie.

« La réalisation des projets de Rome enlèverait

« aux anciens alliés tous les résultats de leur victoire de 1918, ce qui viendrait à l'appui de la thèse allemande d'après laquelle la guerre n'est pas encore terminée ».

Dans son livre « Mes Souvenirs », un Anglais, M. Steed, correspondant du Times, de 1914 à 1922, dit textuellement :

« Nombre de difficultés qui surgirent dans la suite entre les Alliés et l'Allemagne ne se seraient pas produites si le peuple allemand avait vu passer sous ses yeux la preuve vivante de sa défaite, c'est-à-dire si les Alliés avaient été jusqu'à Berlin. La croyance que la chute de l'Allemagne était due uniquement à des mutineries de l'armée, favorisée par des intrigues ennemies, ne se fut pas si profondément implantée dans les esprits germaniques ».

VI

Les grands travaux qui ont été récemment exécutés pour mettre nos frontières à l'abri d'une agression, étaient indispensables. Sont-ils suffisants ? Espérons-le, mais encore nous faut-il des engins, des armes, des munitions et il est à

souhaiter que les crédits demandés pour la défense nationale soient accordés sans discussion. Ces crédits pourront paraître lourds, mais ils le seront beaucoup moins qu'une invasion.

La France serait heureuse de voir un accord parfait régner entre les nations qui ont souffert de la guerre, et même entre toutes les nations, mais devant les menaces haineuses et renouvelées de l'Allemagne, désarmer serait se livrer.

Le meilleur moyen, pour ne pas être attaqué, n'est pas de désarmer, mais de se tenir en état de défense : Si vis pacem, para bellum.

Pour préparer la paix, comme certains utopistes le prétendent, il faudrait que toutes les nations fussent d'accord réellement, sincèrement. Mais cet accord n'existe pas et n'existera peut-être jamais. Comment espérer la paix entre des peuples qui n'ont pas la même mentalité, alors qu'elle n'existe pas dans les familles ni entre les citoyens d'une même nation !

Tâchons d'abord d'organiser la paix et la fraternité chez nous avant de chercher à l'établir entre les peuples : plus de divisions entre nous, plus de jalousie, plus de haine, plus de sectarisme, plus de cet individualisme infécond, mais : « tous pour un, un pour tous ».

Il y a bien des accords, des alliances capables de maintenir la paix et ce sont ces accords, ces alliances qu'il est bon de maintenir en attendant des temps meilleurs.

Ce serait une erreur grave de ne pas prendre au sérieux les incartades de l'Allemagne, ses incursions audacieuses en territoire étranger, son intrusion dans les affaires d'Autriche. Elle réarmer au mépris des traités et son exaltation revancharde dépasse tout ce que l'on peut imaginer.

Aussi les peuples qui ont souffert de la guerre avec nous, les Alliés, ont un intérêt commun à rester indissolublement unis, afin de présenter un front unique aux menaces de l'Allemagne.

La dissociation des alliés ne servirait qu'à encourager l'offensive plus ou moins camouflée que les Allemands tentent de tous côtés avec leur tenacité coutumière.

VII

Bien loin de penser à l'imminence d'une guerre, dans les années qui ont précédé 1914. Le gouvernement de la République avait diminué la durée du service militaire, et chaque année les Chambres

avaient réduit les crédits destinés aux approvisionnements et au matériel dont avait grand besoin notre armée. C'est pourquoi, au moment où la guerre nous a surpris, nous manquions de tant de choses et particulièrement d'Artillerie lourde.

Quel n'a pas été l'effroyable résultat de cette carence ! Combien de jeunes Français, espoir du pays, sont tombés sur les champs de batailles pour remplacer le matériel absent dont les internationalistes avaient refusé de doter l'armée !

La France n'a pas été protégée et la faute en incombe au Gouvernement qui n'a pas su voir et encore moins prévoir, car les intentions de l'Allemagne étaient connues depuis longtemps.

Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte des avertissements donnés ? Pourquoi devant l'imminence d'une invasion a-t-on, en quelque sorte, livré notre territoire aux armées allemandes en faisant exécuter un recul de dix kilomètres à nos troupes ?

Malgré tout on s'obstinait à ne pas croire à la guerre et, en ne voulant pas prendre les mesures les plus urgentes, on invitait tout simplement les Allemands à tirer les premiers !

Après une expérience qui nous a coûté si cher, comment pourrait-on s'étonner de notre désir de sécurité ?

L'état d'esprit des Allemands est tel qu'il est absolument impossible de parler de désarmement.

Le Professeur antimilitariste allemand Einstein, expulsé d'Allemagne et menacé de mort par les nazis, reconnaît que l'Allemagne prépare une nouvelle guerre et condamne catégoriquement les objecteurs de conscience.

Voici copie de la lettre qu'il a adressée récemment à l'antimilitariste Bruxellois Alfred Nahon :

« Par suite d'une longue absence et d'une sur-
 « charge de travail, je n'ai pu lire votre lettre
 « qu'aujourd'hui. Vous serez très étonné de ce que
 « je vais vous dire. Il y a peu de temps encore,
 « on pouvait espérer combattre avec succès le
 « militarisme en Europe par le refus individuel
 « du service.

« Mais aujourd'hui, nous sommes en présence
 « de circonstances toutes différentes. Il y a au
 « centre de l'Europe un Etat (l'Allemagne) qui
 « prépare publiquement la guerre par tous les
 « moyens. Dans ces conditions les pays latins,
 « surtout la France et la Belgique, se trouvent

« en très grand danger et ils ne peuvent compter
« que sur leur préparation.

« En ce qui concerne notamment la Belgique,
« *il* est visible que ce petit pays ne fera pas un
« usage abusif de sa préparation, et qu'il en a le
« plus grand besoin pour sauvegarder son exis-
« tence. Imaginez la Belgique occupée par l'Alle-
« magne actuelle. Ce serait sans doute encore
« pire qu'en 1914 bien que déjà à cette époque
« l'occupation ait été terrible. C'est pourquoi je
« vous dis sans détour: si j'étais Belge, je ne
« refuserais pas le service militaire dans les cir-
« constances actuelles. Mais je l'accepterais au
« contraire en pleine conscience, avec le sentiment
« de contribuer à sauver la civilisation ».

VIII

En bonne logique, le désarmement moral doit précéder l'autre; nous avons donné l'exemple, mais cet exemple n'a pas été suivi.

Si l'on compare le budget de notre défense nationale avec les budgets des autres nations, il est facile de constater que les dépenses des autres nations sont de beaucoup supérieures aux

nôtres. Nos forces militaires et navales actuelles sont inférieures à ce qu'elles étaient en 1913, tandis que celles des autres nations ont considérablement augmenté.

Voyant ce qui se passe chez nos voisins, n'est-il pas pénible, révoltant, de constater, entreprise même chez nous, cette odieuse, cette abominable campagne qui, sans crainte, impunément, et par tous les moyens cherche à affaiblir, à tuer le sentiment national.

Le patriotisme est l'instinct de la conservation, et les nations qui veulent vivre, communient dans un ardent patriotisme.

Il n'est que temps de réagir et de donner à notre belle et courageuse jeunesse la préparation militaire indispensable, alors que des nations voisines donnent à cette œuvre de salut national une impulsion soutenue et excessive.

Il incombe à nos Ecoles de donner aux jeunes générations l'esprit de civisme et de patriotisme sans lequel une nation ne peut vivre, tout en gardant notre volonté de paix.

A la furie teutonne opposons une force consciente, organisée et toute prête à la riposte en cas d'agression.

RENSEIGNEMENTS
DONNÉS EN 1913
AU SUJET
DES PRÉPARATIFS MILITAIRES ET
DES INTENTIONS DE L'ALLEMAGNE
A L'ÉGARD DE LA FRANCE

IX

**Renseignements fournis
au Gouvernement Français**

Le 15 mai 1913, ayant été informé des préparatifs militaires et des intentions hostiles de l'Allemagne à l'égard de la France, je me suis empressé de prévenir le Gouvernement au moyen de cinq longs rapports adressés aux cinq Ministres dont les noms suivent :

M. Barthou, Ministre de l'Instruction Publique,
Président du Conseil;

M. Pichon, Ministre des Affaires Etrangères;

M. Etienne, Ministre de la Guerre;

M. Baudin, Ministre de la Marine;

M. Clémentel, Ministre de l'Agriculture.

J'aurais pu me contenter d'une seule note, mais j'ai jugé préférable d'en envoyer plusieurs en raison de l'imminence du danger que l'on s'obstinait à ne pas voir.

Réponses reçues :

CABINET
DU
PRÉSIDENT DU CONSEIL
MINISTRE
DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS

Paris, 22 Mai 1913

Monsieur,

M. le Président du Conseil me charge de vous faire savoir que c'est avec le plus vif intérêt qu'il a pris connaissance de votre communication.

Il me prie de vous en exprimer ses très vifs remerciements.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le chef du Secrétariat particulier,

G. LARONZE.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

—
SÉCRÉTARIAT
PARTICULIER
DU
MINISTRE
—

Paris, 16 Mai 1913

Monsieur,

M. le Ministre des Affaires Etrangères me charge de vous recevoir mercredi 21 mai à 11 h. du matin pour vous entretenir au sujet de la note que vous lui avez adressée.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Chef-Adjoint du Cabinet,

F. VILLET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

—
MINISTÈRE
DE LA GUERRE

Paris, le 21 Mai 1913

—
SECRÉTARIAT
PARTICULIER
DU MINISTRE
—

Monsieur,

M. le Ministre de la Guerre me charge de vous accuser réception de votre lettre du 17 Mai courant; et de vous remercier des renseignements que vous lui fournissez concernant les projets militaires de l'Allemagne.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le Chef du Secrétariat particulier,
Gábriel LEMONIER ?

(signature presque illisible)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA MARINE

Paris, le 20 Mai 1913

CABINET
DU MINISTRE

Monsieur,

En réponse à votre communication, le Ministre me prie de vous faire connaître qu'il a lu avec intérêt les renseignements que vous lui avez adressés.

Il vous exprime ses meilleurs remerciements.

Le Chef du Secrétariat,
(illisible)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE

Paris, 20 Mai 1913

LE MINISTRE

Mon cher ami,

J'ai bien reçu votre lettre que j'ai lue avec un vif intérêt et vous en remercie.

CLEMENTEL.

Résumé des Renseignements fournis

M. Vermeil de Conchard qui, depuis plus de trente ans habitait Hambourg où il avait une situation importante, parlait l'allemand dans la perfection, était reçu dans toutes les classes de la Société et se trouvait à même de savoir tout ce qui se tramait chez nos voisins, vint me voir à Paris le 15 mai 1913 et, avec une émotion à peine contenue, me dit :

Nous sommes à la veille de la guerre et le Gouvernement Français va se laisser surprendre.

Ici, on a l'air de ne se douter de rien ?

La situation est très grave et les avertissements n'ont pas dû manquer, si non à quoi servirait notre ambassade ?

Depuis longtemps les Allemands veulent nous faire la guerre et ils croient tenir l'occasion :

Ils sont persuadés qu'il y aura des troubles en France à l'occasion de la loi de trois ans et, sous prétexte de rétablir l'ordre, ils attaqueront sans déclaration de guerre.

La mobilisation occulte est faite depuis déjà longtemps.

Des trains de munitions sont expédiés tous les jours dans la direction de la frontière française, on ajoute même des wagons d'explosifs aux trains de voyageurs qui vont en Alsace (ce qui est formellement interdit en temps ordinaire).

Pour ne pas attirer l'attention, l'artillerie lourde est amenée progressivement et de nuit aux emplacements qu'elle doit occuper en attendant le moment d'entrer en campagne.

Les Allemands que j'emploie ont, tous leurs feuilles de route et sont prêts pour la mobilisation générale. Ces feuilles ont été renouvelées trois fois, en peu de temps, en raison des changements apportés par le Grand Etat-Major dans le plan de campagne (on devait d'abord passer par la Belgique, puis on a envisagé le passage par la Suisse, et enfin on est revenu au plan de passage par la Belgique).

Le Port de Hambourg, entre autres, est actuellement garni de torpilles et, dans certains endroits, il est expressément défendu d'approcher, de stationner et de fumer. La côte est garnie de sortes de cloches qui abritent des engins.

Les Allemands attaqueront brusquement, sans déclaration de guerre.

Ils se proposent de lancer immédiatement un million d'hommes contre la France. Ils se rendent compte qu'ils pourront éprouver des pertes nombreuses, mais il faudra passer à tout prix.

Ils se vantent de pouvoir mobiliser de suite jusqu'à trois millions d'hommes exercés, le reste suivra s'il le faut.

Quant à la Russie ils ne s'en inquiètent pas; ils disent qu'ils auront le temps d'écraser la France et de se retourner ensuite contre elle.

L'année dernière tout le monde voulait la guerre. Cette année, le peuple semble la redouter, mais la noblesse, l'armée et la finance la désirent.

L'Allemagne convoite toutes nos colonies et espère bien s'en emparer.

La Guerre, disent-ils, doit être menée le plus durement, le plus cruellement possible afin de terrifier la population, et ne pas durer plus de trois mois.

Les Allemands veulent s'emparer de tout le nord de la France, ils disent jusqu'à la Loire. Ils prendront

aussi la Belgique, et la Hollande leur tombera dans la main comme un fruit mûr, c'est l'expression consacrée.

Paris, s'il n'était pas détruit, serait peut-être internationalisé pendant un certain temps afin de ne pas trop alarmer les autres gouvernements.

Pour germaniser sûrement les territoires annexés, ils transporteront les habitants récalcitrants dans l'Est de l'Allemagne et les remplaceront par de vrais allemands.

La France aurait à payer, en plus des frais de guerre, une indemnité de plus de dix milliards car ils veulent, cette fois, que la France ne puisse se relever de sa défaite.

On s'imagine en France que les socialistes allemands ne veulent pas la guerre et qu'ils ne marcheront pas. C'est une erreur profonde. Les socialistes allemands ne pensent nullement comme les nôtres: ils sont allemands avant tout et marcheront comme un seul homme. Le socialisme chez eux n'est en réalité qu'une association de secours mutuels.

Quelques jours plus tard, j'ai appris au Ministère de la Marine que mes renseignements avaient

été l'objet d'une réunion du Conseil des Ministres.

X

En Mai 1913, des parents et des amis voyageant pour leur plaisir en Alsace furent très surpris d'y trouver un déploiement de forces extraordinaires. Des troupes allemandes équipées à neuf et en tenue de campagne étaient cantonnées dans toutes les villes et les villages.

Dans les Hôtels, il était extrêmement difficile de trouver à se loger car presque toutes les chambres étaient occupées par des Officiers Allemands, et si, vous adressant à eux, vous demandiez la raison de ce déploiement de forces, ils répondaient invariablement avec un sourire: C'est pour les manœuvres !

XI

En 1912, j'ai donné des leçons particulières à un jeune allemand, venu passer un mois à Paris pour se perfectionner dans l'usage de la langue française. Quoique élève des Cadets de Berlin

et fils d'un Officier supérieur, ce jeune homme manquait totalement d'éducation.

Il avait sa chambre chez une dame veuve, à laquelle, comme je l'ai appris plus tard, il répétait tous les soirs « Quand les Prussiens viendront en France ils entreront à Paris par la porte du sud ».

Cette dame avait une jeune fille charmante à laquelle il ne manquait jamais de dire chaque fois qu'il se trouvait en sa présence: « Vous êtes laide, les Françaises sont laides, je n'aime que les blondes ».

Peu avant son départ, il me dit: Monsieur, je voudrais voir quelque chose?... Quoi lui répondis-je, le Louvre? Notre-Dame? le musée de Cluny?... Non, reprit-il cela ne m'intéresse pas. je voudrais voir les catacombes et les égouts!...? Cette réponse m'ayant paru très singulière, il est retourné en Allemagne sans les avoir vus.

Pourquoi disait-il « Quand les Prussiens viendront en France, ils entreront à Paris par la porte du Sud » ?

Il pensait au projet, abandonné dans la suite, qui consistait à s'emparer de la Suisse, marcher directement sur le Creusot, s'en rendre maîtres, puis remonter sur Paris, moins fortement protégé au Sud.

Quant aux catacombes et aux égouts, il désirait les voir parce que les Allemands espéraient s'en servir pour faire sauter Paris.

RENSEIGNEMENTS
FOURNIS PAR LE BARON DE BEYENS
AU NOM DU ROI-CHEVALIER
ALBERT I^{er} DE BELGIQUE

XI

En novembre 1913, le roi Albert fit savoir au Gouvernement Français que Guillaume II considérait une guerre Franco-Allemande comme inévitable et prochaine, et c'est là un point d'histoire qui établit d'une manière irréfutable la responsabilité de l'Allemagne.

Si les avertissements précédents n'avaient pas été pris au sérieux, ceux du Roi Albert présentaient une gravité indiscutable.

Le Baron de Beyens, qui était Ministre de Belgique à Berlin en 1914, a publié dans ses « Souvenirs » des pages du plus haut intérêt sur la période où l'Allemagne préparait le conflit qui mit l'Europe à feu et à sang, et dont les conséquences se font encore sentir dans le monde entier.

Le 5 novembre 1913, le roi Albert, reçu à Postdam eut plusieurs entretiens avec Guillaume II et une longue conversation avec le général de Moltke. Le roi des Belges, très impressionné par la brusque révélation des intentions hostiles de Guillaume II à l'égard de la France, confia ses inquiétudes au Baron de Beyens et le chargea de faire connaître à notre Ambassadeur, M. Jules

Cambon, l'essentiel de ses conversations avec Guillaume II et le Général de Moltke.

Le Baron de Beyens vit M. Cambon le lendemain, le mit au courant de la situation et ajouta : « Le Roi a voulu que ses entretiens fussent portés à la connaissance de votre Gouvernement ».

Laissons parler le Baron de Beyens :

« L'empereur a parlé longuement au Roi de la situation politique en Europe. Il la juge si mauvaise par la faute de la France, qu'il considère une guerre avec cette puissance comme inévitable et prochaine. Sur quoi fonde-t-il cet effrayant pronostic ? Sur l'attitude irréconciliable du Gouvernement de la République, qui est resté sourd aux propositions d'entente pacifique du gouvernement impérial, chaque fois que l'offre lui en a été faite, sur le langage de la presse française de plus en plus hostile à l'Allemagne et sur l'esprit de revanche du peuple français de plus en plus agressif depuis que le service militaire de trois ans a été voté par les Chambres. Tels sont ses principaux griefs. Le roi s'est efforcé de détruire cette funeste erreur de jugement. Il connaît bien les Français. Il les connaît mieux que Guillaume II, car il ne s'est pas passé d'année après son avènement

« qu'il n'ait traversé la France et fait de courts
 « arrêts dans sa capitale. Il a eu ainsi mainte
 « occasion de causer avec ses ministres et ses
 « hommes d'Etat. Il a constaté qu'ils sont, comme
 « leur nation, animés de sentiments très pacifi-
 « ques, pénétrés d'un ardent désir de paix. L'ima-
 « ge d'une France belliqueuse, qui hante l'esprit
 « de l'empereur, n'existe que dans son imagination
 « et il en est de même des provocations dont il se
 « plaint. Peine perdue ! L'empereur a persisté dans
 « son entêtement à déclarer un conflit inévitable,
 « en affirmant qu'il ne doute pas de la supériorité
 « écrasante de l'armée allemande. Bien plus, après
 « le dîner, le chef de l'état-major général a repris
 « devant le roi, comme un écho fidèle, le thème
 « développé par son souverain. Le comte de
 « Moltke, lui aussi, croit à une guerre prochaine
 « et il a renchéri sur la certitude d'une victoire
 « allemande ».

Puis il expose les raisons pour lesquelles il
 proposa au Roi de lui permettre d'informer notre
 ambassadeur :

« Si les desseins belliqueux de l'empereur ne
 « reposent que sur une insupportable impression
 « produite par des polémiques de presse et sur
 « une interprétation erronée de la ligne de con-

« duite tracée à la diplomatie française, il importe
« que le gouvernement de la République en soit
« informé au plus tôt, pour tâcher de modérer
« le ton des journaux à l'égard de l'Allemagne
« et pour reviser, s'il le juge nécessaire, ses ins-
« tructions à ses représentants à l'étranger. Si
« la catastrophe d'une guerre ne peut être conjurée
« par suite de la volonté arrêtée chez l'empereur
« et chez les chefs de son armée de la provoquer,
« il faut à plus forte raison que la France en
« soit avertie et se tienne sur ses gardes, qu'elle
« prenne les précautions que commande un tel
« changement dans les dispositions pacifiques prê-
« tées à Guillaume II. C'est une obligation pour
« nous d'éclairer nos amis, une obligation non
« seulement envers la France, mais aussi envers
« la Belgique, qu'une guerre franco-allemande met-
« trait en péril, une obligation enfin envers l'hu-
« manité, à qui des torrents de sang doivent
« par tous les moyens possibles être épargnés.

« Le roi, après avoir réfléchi, acquiesce à ma
« proposition. Je vois se défendre ses traits con-
« tractés par les pensées qui l'obsèdent. L'heure
« de l'ouverture des musées ayant sonné, il con-
« sent que je le conduise d'abord au Friedrich-
« Museum, aux salles où sont exposés les tableaux

« anciens de cette belle collection, puis au Musée
 « des arts décoratifs, un des plus riches de l'Alle-
 « magne. Je m'efforce d'attirer son attention sur
 « les pièces capitales, sans parvenir à le distraire
 « complètement de ses lourdes préoccupations. »

Puis le Baron de Beyens se demande quelle
 pouvait être l'intention secrète de Guillaume II
 en annonçant, dès novembre 1913 qu'une guerre
 avec la France était inévitable et prochaine :

« Cette question, que je me suis posée dès le
 « premier moment, dit-il, m'a poursuivi depuis
 « lors. Voulait-il simplement justifier à ses yeux
 « une guerre préventive contre la France, cou-
 « pable, comme il voulait le faire croire, de médi-
 « ter une guerre de revanche contre l'Allema-
 « gne ? Avait-il déjà le souci, commun depuis
 « 1914 à la majorité des Allemands et qui a
 « survécu chez eux à la débâcle des Hohenzollern,
 « de répudier la responsabilité du sang versé et
 « de la rejeter sur ses adversaires ? La duplicité
 « de ce calcul est bien dans son caractère, dans
 « son double jeu machiavélique, que des publica-
 « tions diverses ont mis en pleine lumière. Qu'on
 « lise pour achever de s'en convaincre, la récente
 « biographie d'Edouard VII par sir Sidney Lee,
 « où des documents irréfutables exposent la poli-

« tique perfide du kaiser à l'égard de l'Angleterre
« et de la Russie.

« N'espérait-il pas en même temps impression-
« ner le jeune souverain de la petite Belgique,
« étouffer les sympathies françaises qu'il pouvait
« nourrir et l'amener, malgré la neutralité de son
« pays, à prendre parti pour l'Allemagne, à se
« jeter dans ses bras, la crainte de l'Allemagne
« étant le commencement de la sagesse ?

« La véritable explication des entretiens de
« Potsdam on doit la chercher dans l'ultimatum
« signifié le 2 août 1914, au gouvernement belge.
« Une clarté complète sur l'arrière-pensée de Guil-
« laume II a jailli brusquement de cet acte inat-
« tendu. Le plan d'invasion conçu contre la France
« nécessitait le passage de l'armée allemande sur
« notre territoire. Il fallait préparer le roi Albert
« à livrer docilement les clefs de son pays et à
« favoriser par cette félonie la victoire, dont Guil-
« laume et son chef d'état-major se proclamaient
« par avance assurés. Ils voulaient déposer dans
« son esprit le germe d'une trahison, que la peur
« de l'Allemagne ferait mûrir. Mais l'empereur et
« le général de Moltke n'avaient prévu ni la
« loyauté inébranlable de leur interlocuteur, ni
« l'abnégation du peuple belge à la vue de l'abîme
« entr'ouvert tout à coup devant lui ».

AVERTISSEMENT
FOURNI EN 1914
A LA VEILLE DE LA GUERRE

XIII

Le vendredi 10 juillet 1914, M. Vermeil de Conchard, de passage à Paris, m'a dit: «L'Allemagne n'a pas abandonné l'idée de nous attaquer elle s'y prépare avec ardeur.

En ce moment les quelques Français qui sont encore en Allemagne se préparent à partir, comme je viens de le faire.

Je vous l'ai déjà dit: Le vote de la loi de trois ans a produit en Allemagne l'effet d'une douche glacée, on espérait des troubles qui n'ont pas eu lieu, mais on croit tenir un autre prétexte pour agir.

Cette année les Allemands ont appelé tout leur contingent sous les drapeaux; ils ont tout pris, même les malingres.

Ils sont surpris de l'attitude de l'Angleterre, cela les fait réfléchir. Cependant on pousse les armements avec la plus grande activité; les arsenaux travaillent nuit et jour pour leurs armées de terre et pour leur marine.

Les manifestations contre la guerre qui ont eu lieu en Allemagne ne sont point sincères et il ne faut pas y attacher la moindre importance.

'C'est la guerre à bref délai».

J'ai informé de ce que je venais d'apprendre
M. Viviani, Président du Conseil des Ministres,
et le 4 août c'était la guerre.

CULPABILITÉ DE L'ALLEMAGNE

XIV

Extraits d'un article du Général Noguès qui prouve surabondamment la culpabilité de l'Allemagne:

« Les Allemands propagent dans le monde, par
 « journaux, livres, conférences, tracts, films, le
 « mensonge énorme qui nous fait responsable de
 « la guerre 1914-1918 !

« Le monde entier a vu l'Allemagne nous déclara-
 « rer la guerre; il a vu nos troupes exécuter ce
 « recul fou de dix kilomètres qui livrait, à l'en-
 « nemi, des parties précieuses de notre territoire;
 « il a vu les armées allemandes violer les frontières
 « de la Belgique neutre, envahir la France, mar-
 « cher sur Paris... ET TOUT CELA, DIX-HUIT
 « ANS APRÈS, GRACE A UNE ASTUCIEUSE
 « PROPAGANDE, EST COMPLÈTEMENT RE-
 « Tourné. C'EST NOUS QUI SOMMES LES
 « AGRESSEURS ET LES BOURREAUX DE CE
 « PAUVRE PEUPLE ALLEMAND !... Et ceci
 « est une preuve bien nette de l'ignorance et
 « de la naïveté des foules de tous les pays.

« Le 2 août 1914, j'étais à Saïgon. La dépêche
 « de mobilisation générale fut affichée à l'Hôtel
 « des Postes ce même jour, à dix heures. M.

« Camille Devilar a signalé récemment l'atti-
 « tude bizarre de Van Vollenhoven, Gouver-
 « neur général par intérim, refusant de déclarer
 « l'état de guerre en Indo-Chine, pour ne pas
 « faire de peine aux Allemands « nos fidèles col-
 « laborateurs ».

« Dans le port de Saïgon, treize navires alle-
 « mands. Au lieu de les déclarer de bonne prise,
 « le Gouverneur général fit délivrer à chacun un
 « sauf-conduit et douze prirent le large. Le trei-
 « zième, échoué dans le bassin de radoub, ne put
 « appareiller. Il se nommait l'Argenfeld. Au bout
 « de trois mois, on se décida à le déclarer « cap-
 « turé » et l'on saisit ses papiers. Parmi ceux-ci
 « on trouva un pli secret, datant de mai 1914
 « et lui enjoignant de rallier au 31 juillet au
 « plus tard, Manille, port américain. Les autorités
 « allemandes de Hambourg savaient donc, en mai,
 « qu'il se passerait quelque chose en août et elles
 « mettaient leurs navires en sûreté ».

« Les 5 et 6 août 1914, à Saïgon, M. Speidel,
 « le chef de la firme allemande qui exploita trente
 « ans notre Colonie, réunit son personnel dans son
 « bureau et lui montra un ordre, signé Guillaume.
 « le nommant Gouverneur général de l'Indo-Chine
 « allemande. Une enquête est à faire à ce sujet.

« Lorsque l'escadre allemande de Kiao-Tchéou
 « vit le blocus s'organiser contre elle, elle prit
 « le large, suivant des instructions antérieures et
 « se dirigea vers l'Europe à travers le Pacifique,
 « laissant l'Emden à son rôle de corsaire dans
 « l'Océan Indien.

« Or, cette escadre trouva en de multiples baies
 « des îles de la Malaisie des cargos charbonniers
 « et des navires ravitailleurs en vivres et munitions,
 « envoyés là, à l'avance, d'après un plan bien
 « établi — à ce qu'affirmaient, à cette époque,
 « les officiers de marine anglais de Colombo et
 « de Singapour. En octobre, le croiseur Yarmouth
 « qui escortait notre paquebot en route vers la
 « France, coulait, vers la pointe de Sumatra, le
 « ravitailleur allemand Markomania et capturait
 « le cargo charbonnier grec Pontoporrus, attendant
 « l'Edem (Déclarations du commandant du Yar-
 « mouth au commandant du Polynésien au cours
 « d'une conférence en mer devant Penang).

« La base de préparation de ces ravitailleurs
 « devait être probablement à Valparaiso. Et si
 « l'on songe aux difficultés et aux lenteurs d'une
 « pareille organisation (les munitions venant d'Eu-
 « rope ou des Etats-Unis), on aurait la preuve

« d'une préméditation remontant au moins à six ou
« huit mois, sinon un an !

« Il faut absolument tirer tout cela au clair
« pour nous défendre. Evidemment, dix-huit ans
« se sont écoulés, le personnel a changé, les
« témoins ont disparu ou sont morts. Il en reste
« pourtant quelques-uns et la preuve se trouve
« dans cet entrefilet du Courrier Colonial du 21
« octobre dernier.

« En juillet 1914, un navire américain spécia-
« lement affrété à cet effet a fait tout le long
« de la côte du N.-E. de l'Amérique du Sud
« et de l'Amérique Centrale, la cueillette des mo-
« bilisés allemands, au vu et au su de nos repré-
« sentants officiels et de nos compatriotes, alors
« que personne chez nous n'avait encore connais-
« sance — et pour cause — de l'ordre de mobi-
« lisation.

« ...Ce navire remplissait là une besogne que
« nombre d'autres devaient poursuivre déjà dans
« le monde entier. Et il est certain que les instruc-
« tions qu'il avait reçues remontaient à une date
« plus éloignée car l'affrètement, l'expédition des
« hommes aux points d'embarquement, avaient été
« forcément, traités longtemps avant... J'ai per-
« sonnellement — et avec moi de nombreux té-

« moins français — assisté au fait à la Guayra
« le 24 juillet 1914 (Puits Martin). » Ce fait déjà
« cité doit être repris et entrer dans l'enquête
« que je demande dans l'intérêt même de l'Hon-
« neur de la France dans le Monde... et de notre
« sécurité ».

XV

En juillet 1914, M. Rondet-Saint, Directeur de la Ligue Maritime et Coloniale, effectuant une croisière d'agrément sur les Côtes de l'Amérique du Sud, rapporte dans un de ses ouvrages ce que les circonstances lui ont permis de voir dans plusieurs ports.

Il a assisté à l'embarquement de nombreuses recrues allemandes, rappelées par l'autorité militaire, et qui regagnaient leur pays au chant du Deutschland uber Alles.

AVERTISSEMENTS

XVI

Dans le "Sunday Times"

M. Wickham Steed donne des précisions
sur le plan allemand d'invasion de la France
en passant par la Suisse

Londres, 14 septembre. — Dans le « Sunday Times », M. Wickham Steed décrit le nouvel accès de folie militariste qui s'est emparé des Allemands et flétrit une doctrine qui pousse la jeunesse germanique à la guerre. Il indique, ensuite, que les Suisses également ne sont pas sans inquiétude, car si toute cette agitation belliqueuse des nazis aboutit à un conflit, l'Allemagne pourrait chercher à tourner le front des fortifications de la Belgique et de la France en passant par la Suisse. Ce projet, qui avait déjà été envisagé par l'Allemagne en 1918, quelques temps avant la fin des hostilités, viserait à atteindre par Genève, Lyon et le centre d'armement du Creusot. Les Allemands penseraient qu'un pareil plan pourrait être entrepris sans que l'Angleterre intervint. Ce serait en somme, la même erreur qu'en 1914. A ce sujet,

M. Steed rapporte un propos du général von Below, le vainqueur de Caporetto, qui, parlant à lord Cavan à Washington en 1922, lui disait que l'objectif de l'offensive austro-allemande vers la Piave n'était pas Milan et Gênes, mais Lyon.

En 1913, les Allemands avaient déjà eu l'intention de nous attaquer en passant par la Suisse, mais ce projet avait été abandonné, comme je l'ai indiqué plus haut, en raison des difficultés de l'entreprise.

XVIII

Le problème de la sécurité et l'opinion anglaise

Le « Daily Mail » du 25 septembre 1933 écrit au sujet du problème de la sécurité :

« La consolidation du système national-socialiste cause incontestablement à la France une grave « anxiété et ce serait une tragique méprise que de « la pousser à désarmer. Tous ceux qui, en Angleterre comprennent le problème devant lequel « elle se trouve ne peuvent que partager son

« point de vue. Et il est parfaitement juste qu'elle
« prenne les mesures défensives les plus efficaces.

« Elle a déjà fortifié ses frontières de l'Est
« par une chaîne d'ouvrages constituant une force
« de résistance considérable. Mais le fait d'être
« inattaquable pousserait presque l'adversaire à
« tenter un mouvement tournant. Et dans cet ordre
« d'idées, deux moyens s'offriraient à lui : la fron-
« tière belge et la frontière suisse, qui sont aujour-
« d'hui pratiquement ouvertes.

« Si ces frontières étaient aussi fortifiées, la
« France serait préservée des plus dangereuses
« surprises. Les assaillants devraient s'engager
« pour des mois, voire même pour des années,
« dans la plus épuisante des guerres de siège;
« et les mémoires des généraux allemands durant
« la grande guerre montrent combien ils crai-
« gnaient ce genre de campagne. Un système
« défensif vraiment fort est hautement efficace,
« car il détourne les assaillants de leurs projets.

Suivons les sages conseils de nos véritables
amis et sans retard, protégeons toutes nos fron-
tières.

Le "Times" dénonce la préparation à la guerre
 qui se poursuit méthodiquement
 en Allemagne

La Reich poursuit activement son réarmement et développe les sentiments belliqueux de la jeunesse allemande par tous les moyens possibles, c'est ce que démontre le correspondant du « Times » à Berlin dans une suite d'articles très documentés.

Voici un passage de son premier article paru le 27 septembre 1933:

« Ce qui, aux yeux de l'observateur étranger est dangereux en Allemagne, ce ne sont pas les préparatifs militaires élémentaires, mais l'esprit qui les anime. On a beaucoup parlé du désarmement moral, le meilleur moyen de définir ce qu'on voit, ce qu'on entend, ce qu'on sent se produire en Allemagne à l'heure actuelle, c'est de dire qu'il y a un réarmement moral dans un esprit d'agression.

« A supposer que MM. Hitler, Goebbels et autres chefs nazistes soient sincèrement persuadés que leur peuple est foncièrement paci-

« fi
 « cr
 « lo
 « et
 « co
 « m
 « bo
 « ta
 «
 « de
 « pé
 D
 on
 «
 « Fr
 « se
 « un
 « ca
 « à
 « qu
 « a
 « ho
 E
 «
 « le

« fique, est-il étonnant que l'opinion étrangère
 « craigne dans trois ans, cinq ans ou davantage,
 « lorsque l'Allemagne aura accru ses armements
 « et que les adeptes de l'école du professeur Banse
 « considéreront la guerre comme inévitable, qu'un
 « mouvement expansionniste, stimulé par les flam-
 « boyantes méthodes qu'on connaît, déborde bru-
 « talement au delà des frontières allemandes ?
 « Il est impossible à l'observateur du dehors
 « de ne pas voir les dangers inhérents au dévelop-
 « pement psychologique de l'Allemagne ».

Dans le « Daily Mail du 30 septembre 1933
 on lit :

« Tant que la situation sera ce qu'elle est la
 « France ne doit désarmer à aucun prix. En con-
 « sentant une réduction de ses forces défensives
 « une diminution de ses chars d'assaut et de ses
 « canons lourds, elle donnerait une véritable prime
 « à ses agresseurs éventuels. N'oublions jamais
 « qu'en 1870 le désarmement partiel de la France
 « a précédé de quelques mois l'ouverture des
 « hostilités ».

Et plus loin :

« Les membres de la délégation allemande, écrit
 « le correspondant du « Times » à Genève, affir-

« ment que leur pays est sincèrement désireux
« d'élaborer une convention acceptable pour lui.
« Mais cette assertion est bien loin d'être ratifiée
« par tout le monde, et beaucoup de gens se
« demandent si, au cas où le Reich obtiendrait
« satisfaction sur ses exigences actuelles, il n'en
« reviendrait pas alors à la politique dont il ne
« s'est, en fait, jamais départi depuis l'armistice ».

XVIII

Ne nous laissons pas tromper par des promesses fallacieuses. Tous les hommes de bonne foi reconnaissent qu'il est impossible de désarmer tant que l'Allemagne ne sera pas amenée à résipiscence. Mais comment espérer qu'une nation exaltée à un tel degré de haine puisse accepter loyalement la situation où elle est tombée par sa faute !

Sa mauvaise foi reconnue nous oblige, ainsi que ceux de nos Alliés les plus directement menacés, à rester l'arme au pied.

(Nous ne demandons pas la mort de l'Allemagne, nous ne la menaçons pas, et si la guerre fraîche et joyeuse qu'elle espérait (guerre pré-

parée, encouragée, voulue par Guillaume II, l'homme à la poudre sèche et l'épée aiguisée) s'est terminée par son effondrement, elle ne peut s'en prendre qu'à elle même.

Elle a fait trop de mal et elle est trop surexcitée pour ne pas être suspecte. Qu'elle se calme, qu'elle reconnaisse ses torts, qu'elle accepte enfin sa défaite, et quand elle aura fourni la preuve de sa sagesse, on pourra peut-être parler de désarmement.

N'oublions pas ce qu'a dit Turenne: « Tant que l'allemand aura pied de ce côté-ci du Rhin la France ne devra pas déposer les armes ».

Aimons et respectons notre armée car c'est elle qui assure la grandeur et la défense de la Patrie.

LA FRANCE N'OUBLIE PAS

La France n'oublie pas

Une entière reconnaissance est due à chacun de nos Alliés qui ont pris activement et généreusement part à la lutte pour la défense du Droit de la Liberté et de la Civilisation. Mais nous devons une gratitude toute particulière

Au Roi-Chevalier Albert I, personnification de l'Honneur, de la Loyauté, de l'Amitié et de l'Héroïsme;

A la Reine Elisabeth, ange de bonté, dont l'abnégation, la charité et le dévouement ont été au-dessus de toutes les épreuves.

Au vaillant Peuple Belge qui, entraîné par son Roi, n'a pas hésité, malgré la grande infériorité du nombre à se porter hardiment au devant de l'ennemi pour lui barrer la route.

La Belgique est une sœur bien-aimée. Elle a souffert avec nous toutes les cruautés de l'invasion, et les liens d'amitié sincère, qui nous unissaient déjà depuis longtemps, ont été scellés sur les champs de bataille d'une manière indissoluble.

Gloire à la Belgique.

Un souvenir ému au Roi Pierre 1^{er} de Serbie

Ami sincère de la France, ancien élève de l'Ecole Militaire de Saint-Cyr, il servit dans notre armée en 1870-1871.

Après avoir lutté avec un courage surhumain contre un ennemi implacable, il a assisté à l'invasion et à l'anéantissement de sa patrie. Cet héroïque vieillard a dû souffrir toutes les tribulations d'une retraite éperdue dans les conditions les plus terribles, mais heureusement il a pu voir le rétablissement de son Royaume agrandi, sous la Régence de son fils, devenu depuis Roi des Serbes, Croates et Slovènes.

Le Roi Alexandre 1^{er} a pris très courageusement part à la lutte des Serbes contre les Austro-Allemands.

Digne fils de son père, le Roi Alexandre 1^{er} est un sincère ami de la France, auquel nous nous plaignons à rendre hommage.

Il est une nation que nous aimons tout particulièrement :

C'est la République Helvétique, avec laquelle nous entretenons les meilleurs rapports de bon voisinage.

La Suisse est une amie qui, dans les circonstances les plus critiques, ne nous a jamais abandonnés. Pendant la dernière guerre, comme en 1870, elle s'est toujours montrée d'une générosité à toute épreuve et d'un rare dévouement pour nos blessés et nos prisonniers.

Je crois donc ne pouvoir mieux terminer ce petit ouvrage qu'en lui exprimant toute notre gratitude la plus affectueuse.

CONCLUSION

Conclusion

La France désire la paix.

L'Allemagne prépare une nouvelle guerre.

MM. Winston Churchill et Sir Austin Chamberlin, reconnaissent que l'armée Française constituée avec la flotte britannique la meilleure garantie de paix et de civilisation.

Nos amis Anglais jugeant à propos de garder jalousement leur flotte, nous devons également conserver notre armée.

L'Allemagne coupable et non repentante n'a qu'un but: échapper aux conséquences de sa défaite par tous les moyens possibles, et reprendre sa situation prépondérante pour asservir le Monde.

La Conférence de Genève se trouve dans une impasse pleine de danger et le pacte à quatre (pourquoi à quatre?) ne peut donner rien de bon.

Restons forts avec nos Alliés, c'est le seul moyen de tenir l'Allemagne en respect.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	5
Désarmer, serait se livrer	7
Renseignements donnés en 1913 au sujet des préparatifs militaires et des intentions de l'Allemagne à l'égard de la France .	25
Renseignements fournis par le Baron de Beyens au nom du Roi-Chevalier Albert 1 ^{er} de Belgique	41
Avertissement fourni en 1914 à la veille de la guerre	49
Culpabilité de l'Allemagne	53
Avertissements	61
La France n'oublie pas	71
Conclusion	77